



dépêche spéciale Copenhague

16 décembre 2009 - numéro 6

les adhérents du Comité 21 en direct de Copenhague

Pendant cette quinzaine, le Comité 21 a souhaité relayer les initiatives de ses adhérents en direct de Copenhague : billet d'humeur, vidéo, bulletin d'information, article de presse, blog ... N'hésitez pas à nous faire part de vos initiatives !



Ronan Dantec, vice-président de Nantes Métropole, coordinateur du groupe climat de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

Mercredi 16 décembre

Copenhague : vers la reconnaissance des collectivités locales

Certes, c'est encore un "draft", un document de travail rédigé en anglais, mais ce nouveau texte, publié ce matin 15 décembre, sous l'autorité de Michel Cutajar, président du groupe de travail sur l'action de coopération à long terme (LCA) est une grande avancée et une vraie satisfaction pour les collectivités locales, qui voient leur rôle officiellement reconnu dans la première page de préambule : « further recognizing that a broad range of stakeholders needs to be engaged on global, regional, national and local levels, be they governmental, including sub national and local government, private business and civil society ».

Sauf coup de théâtre (toujours possible cependant), cette phrase à haute portée symbolique, restera dans ce texte, qui conclut les travaux des délégations nationales, texte qui va être remis aux ministres et aux chefs d'Etats. Ce texte LCA sera une des bases essentielles de la déclaration politique de vendredi, écrite sous la responsabilité de la présidence danoise.

Pour le petit groupe de négociateurs des autorités locales, élus et techniciens, qui a suivi la négociation internationale à travers le monde depuis Bali et Poznan, c'est une évidente satisfaction et aussi un soulagement. Vendredi dernier encore, le premier texte LCA n'incluait aucune mention du rôle des autorités locales. Comme le disait ce matin ma collègue Ima Mayol, adjointe au Maire de Barcelone, en ouverture du sommet des Maires, seule la mobilisation collective nous permet de nous faire entendre. C'est bien ainsi que nous avons travaillé depuis deux ans. D'abord en s'accordant entre grands réseaux mondiaux, (CGLU, ICLEI....) ou européens (CCRE, Eurocities, Climate Alliance, Energie-cités...), sur une stratégie commune « la feuille de route des réseaux locaux », puis en travaillant avec des pays « amis » qui ont soutenu notre action.

Parmi ces temps forts de négociation, l'« accord » que nous avons passé à Bonn en juin avec NRG4SD, le réseau mondial des régions sur les questions environnementales, pour défendre des amendements communs entre «représentants des villes et des régions », «subnational and local governments ». C'est le Sénégal, pays très engagé pour la reconnaissance des collectivités locales, qui a ensuite porté officiellement sur la table des négociations nos propositions. Pour l'anecdote, les deux élus qui représentaient, à Bonn, les réseaux mondiaux étaient pour CGLU, le vice président de Nantes Métropole et pour NRG4SD, le vice-président de la région Bretagne (mon ami Christian Guyonvar'ch). Le lobbying intense mené à Copenhague lors de la première semaine a aussi porté sans nul doute ses fruits. Le trio que nous avons formé avec David Cadman, président d'ICLEI et

adjoint au maire de Vancouver, et Klaus Bondam, adjoint au maire de Copenhague, a permis de multiplier les rencontres avec les délégations officielles, en s'appuyant constamment sur les élus locaux qui avaient fait le voyage. Les rencontres avec Brice Lalonde, ambassadeur français au climat, et avec la délégation suisse, le mercredi 9 décembre, en présence d'une très forte délégation d'élus locaux français (une cinquantaine) ne sont pas passées inaperçues, et nous ont conforté. Fort de nombreux soutiens des pays africains, du groupe environment integrity (Suisse, Mexique, Corée...), de l'Union européenne (particulièrement la France et la Suède), et même depuis samedi des Etats-Unis, nous réussissons à obtenir une reconnaissance qui n'était pas incluse dans le protocole de Kyoto, ou aucune mention ne rappelait le rôle des autorités locales. Arnold Schwarzenegger a rappelé cet après midi cette importance des villes, régions et états fédérés dans la lutte contre le changement climatique, en appelant à un sommet climat et autorités locales sous l'égide des Nations Unies. Cette reconnaissance n'est donc qu'une première étape, car il va s'agir de la traduire dans les mécanismes concrets qui découleront de l'accord espéré de Copenhague, avec des enjeux pour les villes et régions du Nord comme du Sud.

Responsable du groupe de négociation climat de CGLU, Nantes Métropole va poursuivre son engagement et il est notable que Jean Marc Ayrault et Alain Juppé soient les deux seuls maires français présents au sommet mondial des maires, organisé par la ville de Copenhague. Ce sommet est l'occasion, de Sao Paolo à New York et de Johannesburg à Mexico, de mesurer le niveau d'engagement concret des villes, qui représente sans nul doute le plus important gisement de réduction des émissions de CO₂ dans le monde. En ce sens, la phrase du texte de Michel Cutajar doit clairement être entendue dans un double sens : reconnaissance des autorités locales, évidemment, mais aussi, et c'est bien là notre responsabilité, volonté de nous signifier que nous devons agir encore plus vite et plus fort.



Serge Orru directeur général du WWF France

mercredi 16 décembre

Le port de l'Espoir ou de l'angoisse ???

Je décollerai ce soir à la fin du Earth Hour Danois. Jean-Stéphane et Elise sont bien à leur place dans la délégation française et au sein du WWF international. Ce qui prouve vraiment que le travail du WWF-France est bien respecté y comprit par Jean-Louis Borloo. Nous sommes ici à Copenhague à l'orée de l'échec et il faut maintenant croire, comme Edgar Morin, en l'improbable. Je pense, et il faut espérer que, maintenant que le premier ministre Danois est à la tête de la COP 15, les chefs d'Etat vont renverser la vapeur des arguties diplomatiques ou juridiques franchement mesquines des pays riches à l'égard des pays vulnérables.

Au Bella Center, on n'arrive pas à réduire les GES des pays industrialisés, mais comme le dit JOB la seule chose que l'on réduit ici, ce sont les accréditations des ONG.

Dehors, la police charge ceux qui veulent rentrer, notamment les Amis de la terre qui n'admettent pas, à juste raison, d'être out.

Les américains et les chinois jouent avec le feu climatique. L'Europe peut et doit leur faire face si elle prend concrètement ses responsabilités. Ni optimistes, ni pessimistes, comme de dit si bien Paul Virilio, soyons simplement et réellement résistants !!!

Vive le réchauffement des consciences!

A demain mes amiEs

Serge



Benoît Faraco.

coordinateur changements climatiques et énergie Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme

Mercredi 16 décembre

Retrouvez l'interview de Benoît par France 3

http://www.dailymotion.com/video/xbiir4_interview-france-3-de-benoit-faraco_news



Stefano Bonelli, expert climat chez EcoAct

Mercredi 16 décembre

La neige a continué à tomber sur Copenhague, mais les files d'attente pour accéder au Bella Center se sont heureusement beaucoup réduites : elles sont passées de quelques heures à quelques dizaines de minutes, bonne nouvelle!

Côté chiffres les organisateurs du COP15 ont annoncé hier que plus de 45 000 personnes ont demandé une accréditation ces derniers jours, mais que seulement 22 000 l'ont obtenue. Cela donne une idée de l'affluence dernièrement.

Côté négociations : une avancée importante sur le REDD. Un projet de texte concernant le REDD, le système de compensation carbone sur base de déforestation évitée, serait en préparation. Il est très probable désormais que le texte de l'accord espéré inclura ce mécanisme, et il est déjà listé dans les projets MDP (Mécanisme de Développement Propre) futurs. La question demeure de la forme qu'il prendra, mais son importance est majeure : la déforestation est en effet responsable de 15 à 20 % des émissions totales de gaz à effet de serre. Convaincus que ceci est un élément capital du défi climatique, EcoAct étudie actuellement plusieurs projets au Brésil sur le sujet REDD, reforestation et agroforesterie.

Côté science, une attention particulière est portée au problème de l'acidification des océans, liée à la teneur en CO2 atmosphérique. Concrètement, l'augmentation du CO2 atmosphérique augmente l'acidité des eaux océaniques, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour les écosystèmes, à commencer par les coraux. Autre problème, selon les dernières études ce phénomène est irréversible à court terme, et pour revenir en arrière il faudra des milliers d'années. La seule solution envisageable est donc d'éviter autant que faire se peut l'augmentation de la teneur en CO2 atmosphérique.

Côté politique, les gouvernements et collectivités locales commencent à penser sérieusement à de vrais plans de développement durable (transports, énergie, etc.). L'ONU s'est également engagée dans cette voie : ils ont animé hier soir un « side event » présentant leurs actions déjà en place et les pistes d'action futures pour amener le fonctionnement de toute les agences de l'ONU à la neutralité carbone. Ils ont notamment inventorié leurs émissions, démarré des plans de réduction et auraient lancé des programmes de compensation carbone, ce dernier point variant selon les agences. Ils ont même été jusqu'à éditer et distribuer un livre aux participants, indiquant les actions menées et les stratégies futures. Leur stratégie carbone semble très volontariste, s'appuyant nettement sur le triptyque évaluer, réduire et compenser.

mardi 15 décembre



Ce soir, Copenhague a vu les premières neiges. Ce n'est pas pour rassurer les représentants des ONG, qui semblent éprouver de plus en plus de mal à accéder au Bella Center avec l'arrivée des représentants officiels des Etats pour l'entrée des négociations dans leur phase cruciale. Et l'on commence à voir apparaître les officiels, entre autres personnalité médiatique Arnold Schwarzeneger, porteur d'un message incitant les politiques à ne pas choisir entre croissance économique et protection du climat, les deux pouvant d'après lui aller main dans la main. Un discours transmis depuis des écrans TV car tenu dans les

salles réservées à la presse.

Côté négociations officielles, on attend encore des nouvelles du fameux texte de compromis qui doit être présenté par le premier ministre danois, M. Rasmussen. Il y a tant de développements et de rebondissements en parallèle qu'il n'est pas facile de suivre tous les tenants et aboutissants dans le même laps de temps. Néanmoins, les personnalités se pressent sur le podium, comme M. Rasmussen, Ban Ki Moon et le prince Charles, qui ont délivré un message fort incitant à lancer la phase cruciale de négociations, et ont insisté sur l'importance de trouver un accord contraignant dans les plus brefs délais. Le prince Charles a également insisté lui aussi sur la nécessité d'intégrer l'aspect économique et « business » aux volets environnementaux et sociaux, dans l'esprit du développement durable.

La France a réussi à trouver une plateforme d'entente avec les pays africains, qui avaient quitté temporairement hier les négociations pour manifester leur mécontentement. L'accord indique le seuil de 2 °C comme infranchissable et prévoit une aide économique initiale pour les aider à passer vers des systèmes économiques faiblement carbonés.

Côté side events, la restriction d'accès crée des choix cornéliens : demeurer au Bella Center pour participer aux débats officiels, ou en ressortir et courir le risque de manquer les suivants pour assister à ces événements et réunions organisés par les grandes ONG et organisation internationales ? L'ONU tient ce soir un side event sur la stratégie carbone, élément clé d'une économie bas carbone, à laquelle j'essaierai d'assister.

L'ICAP a tenu un débat fort intéressant concernant le système de cap & trade (système d'allocation et marché des quotas). De nombreux Etats ont déjà mis en place ce système sur le modèle européen, d'autre se lancent sur ses traces, comme par exemple le **Japon**, qui vient de créer un comité ministériel sur ce sujet et d'enclencher la démarche, et envisage une finalisation « dès que possible », dixit le représentant japonais présent.

Quant aux **Etats-Unis**, si le système de cap & trade n'existe pas au niveau fédéral, plusieurs Etats de la côte est ont lancé individuellement leur propre système, appelé REGI. Le commissaire de l'Etat de New York, prenant la parole hier à ce sujet, a d'ailleurs déclaré que ce système représente le pilote de ce qui sera mis en place au niveau national. L'administration Obama a changé tous les hommes clés en matière denvironnement, et elle a notamment mis à la tête de l'EPA une des anciennes responsable du système REGI, un signe sans doute avant-coureur de cette généralisation. Autre élément digne d'intérêt, **la Chine** a montré lors d'un side event qu'elle a développé un standard de compensation, le « Panda Standard » concernant la séquestration carbone dans les forêts et les sols (AFOLU), qui demeure un thème crucial. En effet, de nombreux pays voient un intérêt majeur dans le fait d'asseoir leur développement économique sur cette méthode encore très débattue et peu exploitée de la lutte contre les changements climatiques.

Enfin, **quelques chiffres** qui illustrent l'affluence à Copenhague : comme il n'y avait pas de limites officielles pour les tailles des délégations, la délégation brésilienne devrait inclure environ 700 personnes, celle des Etats-Unis environ 300 et celle de l'Italie... seulement 52 ! Chiffres officiels à confirmer à la fin de la COP15, mais qui donnent une idée des implications des uns et des autres sur le sujet.

Pour en savoir plus



Echos de Copenhague, le bulletin des membres de la commission Climat et développement de Coordination SUD

Mercredi 16 décembre

Mais où en sont les négociations?

Les textes en circulation

Alors que l'essentiel des discussions se déroule de façon informelle, il devient difficile de saisir précisément les progrès accomplis au jour le jour. La définition d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays du Nord et le financement, à court moyen et long terme des actions dans les pays du Sud, restent encore les deux points « chauds » de discussions qui se déroulent en réunions informelles très restreintes. En parallèle, des projets de texte du groupe de travail sous la Convention (GTS-ACL) circulent notamment sur l'adaptation, le renforcement de capacités, les approches sectorielles, y compris l'agriculture, les transferts de technologie, et la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays du Sud. Les textes doivent être finalisés et, on l'espère, regroupés d'ici mercredi soir pour être soumis aux ministres, puis à la centaine de chefs d'Etat attendue vendredi.

Les Etats-Unis à l'abri?

Les Etats-Unis adoptent une attitude « remarquable » depuis le début de ces négociations, caractérisée à la fois par leur silence, la faiblesse de leurs engagements, et leurs annonces parallèles. Les Etats-Unis sèment la zizanie au sein même de l'Union européenne, sur les difficiles sujets du contrôle, de l'évaluation et de la vérification (« MRV » dans le jargon onusien) des actions nationales d'atténuation (NAMAs) prises par les pays du Sud. Les Etats-Unis souhaitent que ces NAMAs soient soumises aux procédures MRV, c'est-à-dire contrôlées par la communauté internationale. Cela concernerait également les NAMAs dites « unilatérales » non-financées par les pays du Nord, et concernant essentiellement les pays émergents. Cette proposition est massivement critiquée par les pays du Sud qui considèrent qu'il s'agit d'une atteinte à leur souveraineté nationale.

L'approche, retenue aussi par les négociateurs danois, présidents de la COP, est loin de faire consensus au niveau européen. Avec cette proposition, les danois tendent la main aux Etats-Unis, ce qui crée du remue-ménage au niveau européen et irrite fortement les pays du Sud. En dehors du Bella Center, à quelques milliers de kilomètres, les Etats-Unis ont dévoilé un plan sur cinq ans de 350 millions de dollars, qui serait financé par les pays du Nord, dont les Etats-Unis à hauteur de 85 millions dollars, visant à promouvoir les énergies « propres » dans les pays du Sud. Le plan « Climate REDI » est censé « accélérer le développement des énergies renouvelables et des technologies améliorant l'efficacité énergétique », selon quatre axes stratégiques : le développement de l'énergie solaire domestique pour les foyers, la promotion des technologies économes en énergie, la création d'un réseau de partage d'informations sur les énergies propres, et la mise en place d'un programme d'assistance pour la promotion de ces technologies dans les pays du Sud. Une large part des financements devrait servir aux transferts de technologies, et surtout à l'économie américaine. Rien ne présage de l'équité de cette équation. Malgré une situation intérieure difficile et des engagements non négligeables, l'attitude d'obstruction systématique des Etats-Unis à l'avancée des négociations n'est plus tenable et ne permettra pas de rallier l'engagement des grands émergents, la Chine en premier lieu. La venue rapide de Barack Obama vendredi 12 décembre 2009 - quelques heures seulement – sera-t-elle à même de débloquer la situation

Bulletin ci-joint



Mathilde Champenois, Maëlle Durant, Lucie Kanius, Gaëlle Nuttall, étudiantes Délégation Euromed Management

Mardi 15 décembre

Eclairage: la rencontre Sarkozy / Zenawi de mercredi



Ce soir, nous avons décidé de sentir l'atmosphère des dernières heures du Bella Center remplit de ses 40 000 personnes. Il est 22h30, le regard tiré, les yeux qui clignent nous tentons de décrypter les scénarios envisageables. Nous avons pu rencontrer Sébastien Blavier, ex Euromédien, qui travaille aujourd'hui pour le Réseau action climat (RAC). Ce soir nous tentons de croiser les opinions des participants et nos analyses pour dresser un portrait des jours à venir.

Mercredi, Nicolas Sarkozy doit rencontrer plusieurs représentants du bassin congolais afin de discuter l'avenir de la forêt tropicale Africaine. Meles Zenawi, le premier ministre éthiopien, parlementera directement avec le président français. Eu égard de la situation et de la pression qu'exerce les pays Africains sur les pays développés, la rencontre au sommet ne sera pas sans résultat. Selon nos informations, il pourrait y avoir une déclaration de principe Franco-Africaine.

Le premier point concernerait le pourcentage de réduction pour les pays européens. La déclaration aborderait ensuite la question du financement. Le premier volet sur les fast start permettra d'évaluer les besoins et de renforcer les capacités court terme. Le second volet, orienté vers les financements long terme, se concentrerait sur la manière d'engendrer un développement sobre en carbone dans les vingt prochaines années.

Si les faits s'avèrent, quelles seront les conséquences? Si Nicolas Sarkozy et Meles Zenawi décrètent de manière publique leur entendement, le jeu diplomatique qu'a commencé l'Afrique sera décrédibilisé. Le continent se trouve dans une situation délicate partagée entre recherche de soutien de la part du G77 et la volonté de se protéger des scénarios gravissimes envisagés par le GIEC. En effet, l'Afrique ne peut pas se faire entendre seule, elle a besoin de l'influence économique du G77. Toutefois, la place de l'Afrique sur l'échiquier politique mondial n'est pas comparable à celle de la Chine ou de l'Inde. Le G77 et la Chine veulent contraindre les pays développés, Etats-Unis y compris, à des objectifs de réduction ambitieux. Réduction certes, mais à quel point?

N'oublions pas que l'économie américaine a été ravagée par la titrisation et que les dettes sont loin d'être épongées. Le premier créditeur des Etats-Unis est d'ailleurs la Chine. Ainsi, on peut très bien entrevoir le double jeu des chinois qui ont tout intérêt à ce que l'économie américaine ne soit pas affaiblie par un accord sur le climat trop contraignant. Pékin ne se remettrait pas des pertes abyssales engendrées par une baisse de la valeur des 650 milliards bons du trésor possédés par le pays. Ainsi l'Afrique semble prise au piège.

La rencontre de mercredi se révèle être un pharmakon; à la fois remède pour espérer sceller un accord à Copenhague mais aussi poison en coupant tout espoir à un possible accord coercitif s'inscrivant dans la continuité de Kyoto. Ce soir, nous avons une crainte : que la voie choisie pour les négociations soit celle du texte consensuel qui ne froisserait les intérêts de personne.

Le sommet jour par jour sur le blog :

http://sites.google.com/site/cop15euromed/home/bulletin-du-xx-xx-2009









Mardi 15 décembre

En pleines négociations sur le climat, les gouvernements européens s'opposent à des mesures fortes permettant de lutter contre le bois illégal et le pillage des forêts tropicales

Pendant que la communauté internationale discute à Copenhague des mesures à prendre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et dégradation des forêts (REDD), les ministres européens de l'Agriculture se sont opposés aujourd'hui à l'adoption de mesures fortes pour lutter contre le commerce de bois illégal et le pillage des forêts tropicales. En affaiblissant de manière considérable la proposition de règlement telle qu'amendée par le parlement européen, les ministres européens de l'Agriculture ont décidé de ne pas changer grand chose à la situation actuelle et donc de ne pas mettre un terme au scandale du commerce du bois illégal en Europe.

Un sujet clé porté depuis 10 ans par les ONG

L'Union européenne est l'un des principaux importateurs mondiaux de bois et une part importante de ces importations (16-19%) provient de l'exploitation illégale des forêts. L'accord a minima adopté aujourd'hui par les ministres européens serait donc, s'il était confirmé en deuxième lecture, lourd de conséquences en terme de déforestation et de changement climatique.

Jusqu'à ce jour, il n'existe aucun cadre juridique au niveau européen permettant d'enrayer ce commerce. Lancé en 2003, le plan d'action européen pour lutter contre les importations de bois illégal et améliorer la gouvernance dans les pays producteurs (FLEGT) est dans sa phase finale : l'adoption d'un règlement contre le commerce de bois illégal. En octobre 2008, la Commission européenne a publié une proposition, très décevante, de règlement sur les « Obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché ».

Une position des gouvernements européens extrêmement faible

Le 22 avril dernier, le Parlement européen avait envoyé un signal fort en votant un renforcement considérable de la proposition initiale de la Commission européenne. Aujourd'hui, les gouvernements européens ont fait exactement l'inverse. Après 14 mois de discussions, ils ont conclu, en première lecture, un accord politique sur la proposition de règlement dans lequel :

- ils ont refusé d'adopter une définition complète du bois légalement produit qui inclurait l'ensemble des lois pertinentes en termes environnementaux, sociaux et économiques en lien avec les forêts.
- ils ont refusé d'instaurer un niveau minimal de sanctions et de peines pour l'ensemble des contrevenants au règlement dans l'Union européenne.
- ils ont refusé d'établir une chaîne de traçabilité des produits bois sur le marché européen.
- cerise sur le gâteau, les ministres ont retardé la date d'application du texte d'un an, ce qui veut dire, qu'une fois le règlement adopté en seconde lecture d'ici un an –, il ne rentrera en application qu'au bout de 3 ans ! Les marchands de bois illégal ont la vie belle !

L'incohérence de l'Europe, en pleines négociations sur le climat

Ce manque de volonté des gouvernements européens est contraire aux volontés affichées de lutter contre la déforestation, les changements climatiques et la perte de biodiversité.

Pour les ONGs environnementales, « les responsables européens ne comprennent pas que le bois illégal est une des raisons principales de la destruction des forêts tropicales. Mais surtout les mêmes pays européens qui prétendent, à Copenhague, vouloir lutter contre le changement climatique en enrayant la déforestation, notamment des forêts tropicales, ne sont pas capables de balayer devant leur porte en prenant les mesures nécessaires pour interdire le commerce du bois illégal en provenance de ces forêts. A l'heure où, à Copenhague, des efforts sont demandés aux pays en développement, les ministres européens font prévaloir les intérêts commerciaux de quelques pays comme la Finlande, le Portugal, l'Autriche ou la Suède, actuelle Présidente partiale de l'UE ».

Aujourd'hui, pour les associations de défense de l'environnement, il est clair que « l'accord est si faible, qu'il ne peut rien changer. D'un coté, nous avons des beaux discours, de l'autre nous avons les faits : l'Europe donne un satisfecit au bois illégal, coupé dans le mépris des lois sociales et environnementales au Brésil, en Indonésie ou en Afrique centrale. L'accord affaiblit la crédibilité de l'UE dans sa volonté de protéger les forêts. Les gouvernements européens doivent cesser leur double langage ».

Cet accord intervient à la veille de la réception des chefs d'Etats africains à Paris pour précisément parler de la question de la protection des forêts. Les ONG appellent instamment le Président de la République à se prononcer dès demain pour un règlement fort mettant réellement un terme au commerce du bois illégal en Europe. Elles demandent à la France d'enfin prendre le leadership sur ce dossier, et de convaincre ses partenaires européens de l'impératif d'un texte ambitieux à la hauteur de celui adopté par le parlement européen - faute de quoi la position de l'UE sera fortement affaiblie dans les négociations climatiques post-Copenhague.

La déforestation est responsable de 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.



Jean-Jack QUEYRANNE, président de la Région Rhône-Alpes adhère au Climate Group et signe avec le PNUD la première Convention « zéro carbone » pour le Nord Sénégal

mardi 15 décembre

Jean-Jack Queyranne a participé, mardi 15 décembre 2009, au Sommet du Climate Group qui rassemble les leaders des Etats fédérés et des Régions

du monde, mobilisés dans la lutte contre le changement climatique. La Région a adhéré à l'Alliance présidée par Jean Charest, premier ministre du Québéc, et Mike Rann, premier ministre d'Australie du Sud. Avec la Région Rhône-Alpes ont également été admis les Etats de Sao Paolo, du Bade Wurtemberg, du Sud Hollande, du Queensland et de la Toscane...

Lors de son intervention, Jean-Jack Queyranne a souligné que « Copenhague ne pouvait être un rendez-vous manqué. Les Régions, qui avec les collectivités territoriales, réalisent 80% des actions en faveur de la réduction des gaz à effet de serre, n'admettront pas que les Etats ne prennent pas des engagements contraignants pour l'avenir. L'économie doit être décarbonée et faire appel à de nouvelles technologies. Il y a des gisements d'activités et d'emplois directement productifs. Le développement durable doit viser l'amélioration de la qualité de vie de tous ».

A l'issue de ce Sommet, le président de la région Rhône-Alpes a signé avec Olav Kjorven, un des directeurs du PNUD, la première convention «zéro carbone » liant une Région européenne à des Régions du Sud. La Région s'engage, avec le concours du PNUD, à soutenir les Régions du Nord-Sénégal dans le cadre de ses programmes de coopération décentralisée pour la reforestation, la préservation de la réserve en eau, le développement de l'agriculture vivrière, les énergies renouvelables et la formation professionnelle aux nouvelles technologies. Cette convention engage la région Rhône-Alpes, notamment avec les régions de Saint-Louis et de Matam avec qui elle coopère, à hauteur de 100 000 euros par an pendant trois ans. Le PNUD devrait valoriser cet engagement en apportant 50 euros pour chaque euro investi. Cette convention se veut exemplaire d'une nouvelle génération d'accords de coopération.











Création d'une association des Régions du monde sur la valorisation de la forêt dans lutte contre l'effet de serre

mardi 15 décembre

Alain Rousset, président de la région Aquitaine et président de l'association de régions de France (ARF) vient d'annoncer officiellement à Copenhague le lancement d'une association des Régions du monde sur la valorisation de la forêt dans lutte contre l'effet de serre.

Cette association aura pour but de faire pression sur les gouvernements et les organisations internationales pour la reconnaissance des aménités des forêts et la mise en œuvre de mécanismes de rémunération des services non marchands rendus par la forêt. Alain Rousset et les responsables des autres Régions membres de l'association ont lancé un appel à toutes les régions du monde à les rejoindre dans ce combat.

Ci-joint la déclaration : reconnaître financièrement l'utilité écologique et sociale des forêts : un enjeu mondial

Les premiers membres fondateurs

Aquitaine, Emilie Romagne (Italie), Aragon (Espagne), Toscane (Italie), Euskadi (Espagne) **D'autres Régions ont d'ores et déjà donné leur accord pour adhérer à cette association :**Land de Hesse (Allemagne), Auvergne, Pas de Calais, Champagne Ardenne, Lorraine, Franche-Comté.



Comité 21
132, rue de Rivoli, 75001 Paris, France
Tél. 01 55 34 75 21 . Fax 01 55 34 75 20
comite21@comite21.org
www.comite21.org
www.agenda21france.org